



### Communication

#### unir.tg se fait plus beau et plus ergonomique

Le site internet du parti Union pour la République s'est fait plus beau et attrayant. Plusieurs militants et sympathisants du parti ont découvert la nouvelle version du site. Plus ergonomique et plus attrayant, la nouvelle version de unir.tg n'a pas changé de ligne éditoriale, mais elle présente un nouveau design architectural et de nouvelles rubriques.

« Après de nombreuses semaines à peaufiner le portail du parti ...



PAGE 11

### ACTUALITE



#### Identification numérique / Programme WURI

**A Lomé, une rencontre sous-régionale permet d'encourager le partage d'expériences et les bonnes pratiques entre pays**

PAGE 4

### MEDIAS



#### Terrorisme

**La Haac invite les médias à intensifier le relais des messages de paix**

La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) a publié un communiqué hier pour condamner l'attaque terroriste de Kpékpakandi, féliciter les médias pour leur mobilisation générale contre ce fléau, et les exhorter au professionnalisme.

PAGE 11



### Vie chère

## Le gouvernement exonère de la TVA certains produits importés ou vendus au Togo

Pour lutter contre la vie chère, le gouvernement a décidé d'exonérer de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), certains produits importés ou vendus au Togo. La mesure concerne une dizaine de produits. Cette exonération de la TVA a été décidée par arrêté du 17 mai du ministère de l'Economie et des Finances. L'objectif, indique le gouvernement, est de soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs. Les produits concernés sont le lait concentré sucré en boîte de 160g et celui non sucré en boîte de 1kg, la farine de blé en sac de 50 kg. Pour cette dernière, il s'agit exclusivement des importations de la Société générale des moulins du Togo (SGMT) et de la Société des moulins modernes du Togo (SMMT). Les autres produits concernés sont : la graine de karité, l'huile de palme brute (en vrac), l'huile oléine de palme brute (en vrac), l'oléine de karité ...

PAGE 5

### DERNIERES HEURES

#### Sûreté maritime : une mission conjointe de l'Union européenne consacrée achève une visite au Togo

Une mission conjointe de l'Union européenne et de ses Etats membres (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Portugal et Italie) conduite par Nicolás Berlanga Martínez, le coordonnateur principal de l'UE pour la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, a achevé hier jeudi, une visite de 48h au Togo.

La délégation s'est rendue hier à bord des navires ITS Rizzo (Italie) et NRP Viana do Castelo (Portugal), en escale au port de Lomé, dans le cadre de l'initiative européenne des « Présences Maritimes Coordinées dans le Golfe de Guinée. »

« La présence de ces navires et de leurs équipages à Lomé témoigne de la volonté de l'Union européenne de renforcer la coopération avec le Togo afin d'assurer la sécurité des navires dans le Golfe de Guinée », a indiqué Joaquín Tasso Vilallonga, l'ambassadeur européen, responsable de la DUE ...

PAGE 3

### ACTUALITE

#### Secteur de la santé

**L'inscription des médecins au tableau de l'ONMT n'est pas facultative**

L'Ordre national des médecins du Togo (ONMT) a organisé le mercredi 18 mai dernier une ...

PAGE 11

### Kpékpakandi

**Le sang des vaillants soldats togolais ne coulera pas inutilement**

S'il y a une chose qui est commune à tous les humains, et que tous n'ignorent pas, c'est la tombe. En effet, tous savent qu'ils mourront un jour. Cela est encore plus clair dans la tête des soldats qui, en s'engageant dans le métier des armes n'ignorent pas qu'il est attendu d'eux jusqu'au sacrifice suprême : l'offrande de leurs vies. En se rendant à la guerre, tout ...



PAGE 3

	<p><b>Sécurité maritime</b> <b>Le Togo et l'UE renforcent leur coopération pour plus d'impacts</b></p>  <p>P 4</p>	<p><b>Hypertension artérielle chez les femmes</b> <b>Le risque est plus conséquent pendant certaines périodes</b></p>  <p>P 10</p>	<p><b>Secteur de la santé</b> <b>L'inscription des médecins au tableau de l'ONMT n'est pas facultative</b></p>  <p>P 11</p>
---	---	--	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### Malou Kodjo témoigne : il est possible de réussir dans l'élevage avec le produit AGRISEF

L'année 2015 a donné aux petits agriculteurs et éleveurs bien des raisons d'espérer. En procédant au lancement officiel du produit AGRISEF (Accès des Agriculteurs aux Services Financiers), le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a reconnu expressément que les exploitants familiaux contribuaient à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Un peu plus de 6 ans après le lancement de ce Produit, l'impact induit est plus qu'édifiant. De nombreux bénéficiaires ont pu démarrer ou consolider leurs activités agricoles. C'est le cas de Malou Kodjo, agriculteur et éleveur caprin à Kpalimé. Rencontre avec ce bénéficiaire qui fait désormais la fierté de son entourage.

Agriculteur depuis son adolescence, Malou Kodjo ne pouvait présenter aucune garantie et n'avait donc pas de possibilité d'avoir du prêt bancaire pour accroître sa production. Fin 2013, il décide de se lancer aussi dans l'élevage caprin pour diversifier ses revenus. Il raconte : « les ressources issues de l'agriculture n'étaient pas suffisantes pour combler les besoins de ma famille. Je me suis alors dit pourquoi ne pas essayer l'élevage caprin. J'ai pu acheter un mâle et une femelle pour commencer ». Son objectif est de vendre des caprins adultes entiers au marché. Or, la période de gestation d'une chèvre est de cinq mois et le rythme est de trois mises basses en deux ans. Pour que sa nouvelle activité soit rentable Malou Kodjo avait donc besoin d'un financement pour augmenter le nombre de ses reproducteurs.

A cette époque, l'accès au crédit était encore un des

grands problèmes pour les petits éleveurs comme Malou Kodjo. En effet, les établissements financiers du secteur formel hésitaient à fournir des services financiers aux petits exploitants, car ces derniers ont des revenus irréguliers et présentent une capacité de remboursement difficile à évaluer. Et lorsque l'accès au crédit était possible, les taux d'intérêt sont souvent trop élevés et les délais de remboursement, incompatibles avec les modalités d'investissement. Heureusement qu'avec l'avènement du FNFI, le Togo veille à ce que les produits financiers parviennent aux personnes qui en ont le plus besoin, et les petits exploitants agricoles, comme d'autres acteurs de l'économie réelle figurent au sommet de cette liste.

AGRISEF est un crédit maximum de 100.000 FCFA avec une périodicité de remboursement de 1 à 3 échéances. Il cible



Malou Kodjo

les petits acteurs du monde agricole, notamment les exploitants, éleveurs (aviculture, ovins, caprins, pisciculture...) et pêcheurs ainsi que les producteurs organisés en coopératives. C'est en fin 2015 que l'aventure de Malou Kodjo avec le crédit AGRISEF débute. « Avec mes crédits AGRISEF, j'ai augmenté de nombre de femelles. Ça m'a permis d'accroître rapidement la taille de mon cheptel. Je suis fier » nous confie-t-il.

L'immense potentiel entre les

maines des petits agriculteurs et éleveurs, est une promesse de sécurité alimentaire locale. Les bénéficiaires du produit AGRISEF le prouvent. « Je peux vous dire que je suis sur chemin de la réussite grâce au produit AGRISEF. Avec mes bénéfices, mes enfants sont tous scolarisés et bien nourris ». Mieux, l'épouse de Malou Kodjo est aussi bénéficiaire du produit AGRISEF et cultive de l'arachide sur 2 hectares.

Comme tout chef d'entreprise, un éleveur doit avoir des

projets pour sa ferme, une vision de ce vers quoi il veut aller. Cette perspective va guider ses choix, comme un fil rouge. Malou Kodjo compte agrandir son élevage et surtout investir dans sa chèvrie moderne. Il a même déjà mené les démarches nécessaires pour avoir le produit Nkodédé du FNFI. « Avec le produit Nkodédé, je vais pouvoir finaliser le bâtiment en construction pour mes animaux. Je vais aussi acquérir des races de caprins que je n'ai pas encore » affirme-t-il.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



**fnfi**  
Fonds National de  
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari  
Responsable web:  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba  
Edodji Nadia  
Attipoe Edem Kodjo  
Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla  
Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... Le mécanisme européen de Présences Maritimes Coordonnées vise à accroître la capacité de l'UE en tant que partenaire fiable et acteur de la sûreté maritime, en renforçant l'engagement opérationnel européen et en assurant une présence et une couverture maritimes permanentes dans les zones d'intérêt maritimes établies par le Conseil de l'UE, tout en promouvant la coopération et le partenariat en mer au niveau international.

## Kpékpakandi

## Le sang des vaillants soldats togolais ne coulera pas inutilement

*S'il y a une chose qui est commune à tous les humains, et que tous n'ignorent pas, c'est la tombe. En effet, tous savent qu'ils mourront un jour. Cela est encore plus clair dans la tête des soldats qui, en s'engageant dans le métier des armes n'ignorent pas qu'il est attendu d'eux jusqu'au sacrifice suprême : l'offrande de leurs vies. En se rendant à la guerre, tout soldat s'attend à revenir ou non... L'attaque enregistrée récemment par le Togo à Kpékpakandi (préfecture de Kpendjal) en est une illustration. Mais, une chose est certaine : le sang des vaillants soldats togolais ne coulera pas en vain. C'est la détermination qu'affichent les plus hautes autorités du pays.*

Les autorités sécuritaires togolaises avec en tête le président de la République Faure Gnassingbé, se sentent très interpellées par cette attaque. Les efforts ont été faits jusqu'ici pour éviter que les terroristes opèrent avec succès sur le territoire national. Malheureusement, ils ont réussi à laisser une empreinte. On aurait aimé que la situation n'arrive pas à ce point et qu'il n'y ait pas de morts. Mais comme d'habitude, l'Homme ne maîtrise pas

tous les paramètres des actions qu'il entreprend. Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait parfois des failles. La seule chose pour laquelle on peut être certain, c'est que l'appareil sécuritaire ne reculera pas. Selon le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de brigade Damehame Yark, « le chef de l'Etat a donné des instructions fermes, celles de ne pas céder un centimètre de notre territoire à ces gens ». Voilà qui est dit. Ils ont certes réussi à



Le général de brigade Damehame Yark (à gauche) et Marguerite Esozimna Gnakadè, ministre des Armées

tuer certains de nos compatriotes, mais, ils n'ont pas pris le dessus. De plus, ils viennent de frapper là où cela fait mal et doivent s'attendre à en subir les conséquences. D'ailleurs, lors de la dernière attaque de Kpékpakandi, il semblerait qu'ils ne soient pas tous repartis indemnes. « Par des

sources bien informées et bien vérifiées, il y a une quinzaine de morts dans le groupe des assaillants. Ce qu'ils ont pu faire, c'est de transporter rapidement les corps de l'autre côté de la frontière où ces corps ont été inhumés », nous apprend le général de brigade Damehame Yark. Cela concorde bien avec le commentaire

fait par l'honorable Gerry Taama quelques heures après l'attaque.

Pour le député, par ailleurs ancien officier des Forces armées togolaises (FAT), ces bandits ne pouvaient pas s'en sortir sans dégâts. Selon lui, ce sont des gens qui ont l'habitude de quitter les lieux avec leurs cadavres. Mais, ce n'est que le début. Leur action vient de sonner la mobilisation générale. La mort des soldats togolais ne peut pas être vaine. Les Togolais dans leur ensemble ne doivent pas se laisser intimider. C'est le moment d'ouvrir les yeux et de dénoncer toute personne suspecte ou tout mouvement suspect. Nous sommes tous dans le même bateau. S'il coule, on coulera ensemble.

La rédaction

## Suppression du BAC I

## Le débat mérite d'être posé sereinement et avec lucidité

*Le Baccalauréat première partie (BAC I) a démarré lundi dernier au Togo. Les épreuves prennent fin aujourd'hui. Et c'est précisément le moment que l'honorable Gerry Taama, président du groupe parlementaire Net/PDP à l'Assemblée nationale togolaise, a trouvé pour lancer un débat pertinent : la suppression ou non de cet examen qui n'offre pas un diplôme.*

L'honorable Gerry Taama recommande la suppression de cet examen pour trois raisons : la première est que cela occasionne un stress inutile pour les enfants en classe de première alors que la réussite au probatoire ne garantit pas un succès au Baccalauréat deuxième partie (BAC II). Et puis, les notes du BAC I ne sont pas intégrées à celles du BAC II. La deuxième raison est que cet examen ne donne droit à aucun diplôme, mais a amené des milliers de Togolais qui auraient pu réussir au BAC II, à abandonner les études. En effet, si vous arrêter

les études en classe de première, vous n'avez que le niveau Brevet d'étude du premier cycle (BEPC), obtenu en classe de troisième. Les deux ans passés au lycée ne vous auront servi à rien.

Des générations d'élèves ont souvent fustigé cet examen parce qu'il peut constituer un frein à l'évolution. Il est souvent perçu comme plus difficile que le BAC II, une bête noire, destinée à tamiser les candidats pour que les seuls méritants puissent accéder en classe de terminale. Sur ce point, il faut être ferme sur une chose : seuls les méritants



Gerry Taama

poursuivent leurs études. La troisième raison évoquée par l'honorable Taama, est que les pays qui ne font pas le probatoire n'ont pas un niveau moins bon que les Togolais. Il cite l'exemple de la France pour soutenir

son argumentaire.

C'est un débat qui existe depuis des années et qu'on le veuille ou non, il faut clairement le poser en tenant compte des ambitions du pays en matière d'éducation. Quoi

qu'il en soit, on attend d'un pays comme le Togo de faire des réformes profondes dans son système éducatif. Et la question du probatoire ne doit pas être occultée. Le Plan sectoriel de l'éducation pourrait-il en tenir compte.

L'honorable Taama préconise la tenue des états généraux de l'éducation. Le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, a récemment affirmé que les discussions qui se font avec les syndicats constituent des états généraux de l'éducation. Mais, visiblement ce n'est pas ce que l'honorable Taama attend.

Edem Dadzie

Identification numérique / Programme WURI

## A Lomé, une rencontre sous-régionale permet d'encourager le partage d'expériences et les bonnes pratiques entre pays

Lomé, la capitale togolaise a accueilli du 17 au 19 mai, un atelier sous-régional du Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'ouest (WURI). Organisée par l'Unité de gestion du projet WURI au Togo et la Banque mondiale, la rencontre favorise la mise en œuvre de ce programme.



Photo de famille des participants

Le programme WURI permet d'augmenter le nombre de personnes dans les pays participants qui ont une preuve d'identité

unique reconnue par le gouvernement. Il est conçu en plusieurs phases. La première est destinée à la Côte d'Ivoire, la Guinée

et la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Et la seconde au Togo, au Bénin,

au Burkina Faso, et au Niger.

«Le programme WURI a pour ambition à l'horizon 2028 de donner à 100 millions d'ouest africains une preuve d'identité. Il est arrimé à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 », a précisé Silété Roselin Devo, directeur général de l'Agence nationale d'identification (ANID).

« L'attribution de l'identité pour tous » est le premier projet prioritaire de cette feuille de route. « A travers l'attribution d'un numéro d'identification unique, nous allons pouvoir promouvoir l'accès aux services publics, aux services sociaux de base notamment, l'éducation, la santé, le logement, les services financiers et bien d'autres encore... », a ajouté le directeur général.

Spécifiquement, cet atelier permet d'encourager le partage d'expériences et les bonnes pratiques avec et entre les pays participants ; de faciliter la coordination entre eux pour réaliser l'interopérabilité régionale et la reconnaissance mutuelle.

Au niveau national, le système FID facilitera l'accès aux services, en particulier pour les personnes vulnérables et exclues, et constituera un élément clé de l'inclusion sociale et de la réduction de la pauvreté.

Sur 1,5 milliards de personnes qui ne disposent pas de preuve d'identité dans le monde, 500 millions vivent en Afrique subsaharienne et 196 millions en Afrique de l'ouest.

Félix T.



**DIRECT AGENCE**  
agence conseil en communication

Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**!  
Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

Contactez notre régie exclusive  
**DIRECT AGENCE**  
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé  
**(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92**

## Sécurité maritime

## Le Togo et l'UE renforcent leur coopération pour plus d'impacts

**Le Togo fait de la sécurité maritime une priorité. Le pays bénéficie de l'appui de l'Union européenne (UE). Une mission conjointe de l'organisation et de ses Etats membres (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Portugal et Italie) a séjourné à Lomé du 17 au 19 mai pour renforcer cette coopération.**

La mission a été conduite par le coordonnateur principal de l'Union européenne pour la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, Nicolás Berlanga Martínez, ancien chef de la Délégation de l'UE au Togo.

Dans le cadre de cette coopération, des navires européens, notamment ITS Rizzo (Italie) et NRP Viana do Castelo (Portugal) sont attendus dans les prochains jours au Port autonome de Lomé pour une visite. Elle sera effectuée grâce à l'initiative européenne des Présences maritimes coordonnées dans le Golfe

de Guinée.

"L'Union européenne souhaite par cette mission, réaffirmer son engagement comme partenaire important du Togo dans la lutte contre l'insécurité maritime. Le mécanisme européen de Présences maritimes coordonnées vise à accroître la capacité de l'Union européenne en tant que partenaire fiable et acteur de la sûreté maritime, en renforçant l'engagement opérationnel européen et en assurant une présence et une couverture maritimes permanentes dans les zones d'intérêt maritimes établies



Une opération de la marine togolaise

par le Conseil de l'UE, tout en promouvant la coopération et le partenariat en mer au niveau international", indique un communiqué de l'UE.

En octobre 2016, le Togo a organisé un sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique.

35 Etats africains ont signé la Charte de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes.

Félix Tagba

## Vie chère

## Le gouvernement exonère de la TVA certains produits importés ou vendus au Togo

**Pour lutter contre la vie chère, le gouvernement a décidé d'exonérer de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), certains produits importés ou vendus au Togo. La mesure concerne une dizaine de produits.**

Cette exonération de la TVA a été décidée par arrêté du 17 mai du ministère de l'Economie et des Finances. L'objectif, indique le gouvernement, est de soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs.

Les produits concernés sont le lait concentré sucré en boîte de 160g et celui non sucré en boîte de 1kg, la farine de blé en sac de 50 kg. Pour cette dernière, il s'agit exclusivement des importations de la Société générale des moulins du Togo (SGMT) et de la Société des moulins modernes du

Togo (SMMT).

Les autres produits concernés sont : la graine de karité, l'huile de palme brute (en vrac), l'huile oléine de palme brute (en vrac), l'oléine de karité brute (en vrac), le polyéthylène (intrants pour la fabrication des bidons en sac), la résine compound (en sac), la préforme de bouteilles plastiques, les bouchons en plastique et les tomates en boîte de 70g.

"Les quantités de ces produits restant encore en stocks et dont l'achat



Revendeuses et consommateurs dans un marché

avait ouvert droit à déduction de la TVA, ne sont pas concernés par cette mesure. Il est interdit de facturer la

TVA lors de la revente", souligne le communiqué du gouvernement.

Ces mesures interviennent

après l'augmentation des prix du carburant à la pompe.

Félix T.

**TRADE**Express  
Virement instantané

**T** BANK OF AFRICA  
BMCE GROUP

www.boatogo.com

## Mandat social de Faure Gnassingbé

# Deux ans après...

**Le social s'est positionné aujourd'hui en tête de la feuille de route 2020-2025 du gouvernement togolais. Il ne lésine pas sur le moyens pour atteindre les objectifs afin de satisfaire les populations. De l'énergie électrique/renouvelable en passant par le développement à la base pour aboutir à l'insertion professionnelle des jeunes, l'exécutif togolais enregistre des résultats de la mise en œuvre des projets et se donne le devoir de faire des exercices comparatifs et de partage avec d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs.**

L'accès universel aux services sociaux de base et l'indépendance énergétique demeurent, hier comme aujourd'hui, de puissants leviers d'amélioration de la qualité de vie des citoyens, surtout en milieu rural et périurbain. Le Togo qui veut baisser dans la mesure du possible les inégalités sociales, a choisi d'accroître le taux d'électrification sur le territoire. Le pays passe par l'installation des centrales énergétiques, la mise en œuvre des programmes innovants à moindre coût, la promotion des énergies renouvelables et protectrices de la santé, la facilitation des branchements électriques

Kekeli Efficient Power est l'une des centrales installées au Togo. Sa construction est arrivée à terme en avril 2021. La centrale thermique Kekeli a coûté 65 milliards de francs CFA, le jeu en vaut la chandelle. C'est une infrastructure située dans la zone portuaire avec une capacité de 65 MW. Annuellement, elle peut produire 526 GWh d'énergie électrique. Le pays s'attend à ce que la centrale fournisse de l'énergie électrique à 1,5 million de personnes. Kekeli satisfera 20% de la demande domestique en électricité, facilitera la production de l'électricité sans consommation additionnelle de gaz pour limiter les rejets de CO2.

### La centrale à Blitta, 50 MW de puissance pour plus de 158 000 ménages



Installation de panneaux solaires

Dans la région centrale, à 270 kilomètres de Lomé, la centrale de Blitta, mise en marche en juin 2021, fournira de l'énergie électrique propre et renouvelable à plus de 158 000 ménages grâce à sa puissance installée de 50 MW. Son coût est évalué à 35 milliards de francs CFA, c'est la plus grande centrale solaire photovoltaïque d'Afrique de l'Ouest.

Elle produira 90 255 MWh d'énergie par an. Avec 123 344 panneaux qui couvrent près de 92 hectares, la centrale de Blitta permettra d'économiser au moins un million de tonnes de CO2 tout au long de sa durée d'activité. Cette infrastructure écoresponsable bâtie en 15 mois par Anea Power, illustre la volonté de

l'Etat à promouvoir les énergies renouvelables dans le pays.

A travers Cizo, projet d'électrification rurale lancé en 2017, le Togo entend faciliter l'accès à l'énergie de 300 000 foyers (1 500 000 habitants) en 05 ans via les kits solaires domestiques financés en mode Pay-As-You-Go, équiper 1 000 centres de santé et 3 000 petites exploitations agricoles en kits solaires individuels ou d'irrigation.

A côté de cela, les dirigeants mettent les moyens en place pour maintenir le programme de chèque solaire de 2 000 francs mis à la disposition des foyers. Au moins, 120 000 lampadaires solaires seront installés dans les zones rurales. Eu égard à ces objectifs colossaux, on peut affirmer sans crainte de

se tromper, que le Togo a des ambitions en matière d'électricité. A l'horizon 2030, le Togo veut garantir aux populations un accès universel à l'électricité de qualité. Cette lutte acharnée menée depuis 2005, porte ses fruits. Le pays a déjà fait la moitié du chemin puisque le taux d'électrification national se situe à 50% aujourd'hui.

Comme planifié dans la feuille de route gouvernementale (2020-2025), ce taux sera amélioré grâce à une stratégie d'accès universel déjà élaborée afin de faciliter l'accès de tous à l'électricité quelle que soit la localisation. Au total, 06 unités de production (solaires et hydroélectriques) seront construites.

### Développement à la base, credo de l'exécutif



Insertion professionnelle en coiffure

Le bilan des efforts d'élévation des conditions de vie des communautés pauvres au cours de ces trois dernières années en dit long. D'une année à une autre, le budget alloué aux besoins pressants des populations vulnérables est conséquent et les résultats obtenus éliminent progressivement la pauvreté. Incontestablement, le ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, institution créée en 2011, prouve sa valeur.

A travers l'opérationnalisation du ministère cité, le pays a fait du développement à la base un moyen de lutte contre la précarité et un outil de promotion de l'inclusion sociale. Immédiatement, des mécanismes ont été lancés pour répondre aux manquements constatés sur

le terrain et qui empêchent les ménages de s'épanouir.

Le département gouvernemental du Développement à la base a atteint un taux d'exécution de 94% de sa lettre de mission en 2018. En termes de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, 16 000 emplois durables et 57 365 emplois temporaires sont créés. 40 infrastructures socioéconomiques sont réalisées au profit des communautés à la base. Plus de 91 000 élèves du préscolaire et du primaire ont mangé à leur faim. 50 plateformes multifonctionnelles sont installées. De surcroît, 4 455 jeunes ont renforcé leur employabilité à travers le volontariat ; 8 774 jeunes sont formés en création d'entreprise et de gestion de crédit.

### 100% des objectifs atteints en 2019

45 700 ménages ont bénéficié de l'extension des transferts monétaires (15 000 francs par trimestre). Les repas scolaires sont régulièrement offerts à 95 000 élèves. 690 groupements d'intérêt économique sont financés. Plus de 120 000 emplois temporaires sont créés et 8 500 volontaires

nationaux sont mobilisés sur des missions de développement. L'organisation du 1er Marché international de l'artisanat du Togo (Miato) a favorisé la création de 821 entreprises artisanales, l'engendrement de 2 469 emplois et l'assurance maladie pour 411 artisans. Plus de 05 milliards de

francs CFA de crédits furent alloués aux jeunes entrepreneurs et 16 500 emplois durables ont été engendrés par les microentreprises créées. La même année, Nunya Lab, premier incubateur de startups, a été ouvert et dédié aux jeunes.

Les attentes étaient encore plus grandes avec l'apparition de la Covid-19. Tout de même, le pari est tenu. Les capacités de 3 700 groupements et communautés sont renforcées. 206 infrastructures socioéconomiques sont réalisées sans oublier la construction de 07 plateformes multifonctionnelles. Des repas chauds sont offerts à 97 000 écoliers, soit 103,2% de la cible. 59 000 ménages ont reçu des transferts monétaires. Le ministère a alloué 2,7 milliards de francs CFA de crédits aux entrepreneurs,

ce qui a facilité la création de 7389 microentreprises, 13 863 emplois directs et 251 554 emplois temporaires. 1 069 entreprises artisanales ont été créées. Elles ont généré 2 546 emplois artisanaux. 25 milliards de francs sont mobilisés par le ministère dont la lettre de mission a été exécutée à 97,4%.

Depuis sa création il y a 10 ans, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), organe exécutif des actions du ministère, a consacré plus de 100 milliards de francs CFA aux projets dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'alimentation et les activités génératrices de revenus. Indubitablement, le Togo fait bon ménage avec le développement à la base.

## PAEIJ-SP : insertion socioprofessionnelle des jeunes togolais facilitée

L'épanouissement de la jeunesse à travers la mise en place d'une politique d'insertion professionnelle adéquate, est un objectif prioritaire pour l'Etat. Logiquement, l'agriculture, secteur aux atouts énormes mais mal exploités, est mise à contribution. Afin de donner un coup d'accélérateur à ce secteur dont  $\frac{3}{4}$  de Togolais actifs font les choux gras, les gouvernants ont initié le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP). Depuis lors, beaucoup de jeunes ont le sourire aux lèvres.

Le Paeij-SP est mis sur pied en avril 2016. Ses objectifs s'articulent autour de deux activités : le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes dans les secteurs porteurs ; l'appui à la mise en place d'un dispositif inclusif de financement. Le projet

et 2 135 groupements ont été accompagnés. Ils ont ensuite intégré les chaînes de valeurs agricoles. 13,3 milliards de francs CFA de crédits ont été alloués à 20 PME/PMI, 774 primo-entrepreneurs individuels et 1 159 primo-entrepreneurs en groupements, soit 700 millions de francs CFA de crédits supplémentaires octroyés par rapport au montant initial du projet estimé à 12,6 milliards. Le Paeij-SP a facilité la création de 35 000 emplois directs, contre 19 600 initialement prévus.

### Niveau d'agriculture renforcé

Grâce aux financements du Paeij-SP, les chaînes de valeur ont développé leurs activités comme la production, l'écoulement des produits, offrant ainsi des opportunités d'emplois aux jeunes. De plus, les formations en entrepreneuriat organisées en



### Insertion professionnelle en menuiserie

devrait durer 05 ans (2016-2020) ; il a été prolongé d'une année et a pris fin le 31 décembre 2021.

Le Paeij-SP prend en compte les filières maïs, manioc, soja, les petits ruminants et les volailles. Au 30 juin 2021, 28 PME/PMI issues de 10 chaînes de valeurs agricoles ont été appuyées ; 1 420 primo-entrepreneurs individuels

en faveur des producteurs promeuvent l'entrepreneuriat dans les secteurs à fort potentiel. Aujourd'hui, les acteurs de la filière manioc ont une unité de transformation dirigée par la Nouvelle société de commercialisation des produits agroalimentaires (NSCPA). Basée à Atakpamé, inaugurée en mai 2021 et financée à hauteur de 1,3 milliard

de francs CFA, elle a une capacité de transformation de 50 tonnes de manioc par jour.

Par ailleurs, 02 entreprises font la fierté du projet. Il s'agit de JCAT et d'Agrokom, des structures spécialisées dans la production, la

transformation et la distribution du soja et de la noix de palme. Au vu des résultats obtenus par le Paeij-SP à quelques mois de sa fin, il est clair qu'il laisse des traces positives ineffaçables dans la vie des jeunes entrepreneurs togolais.

## Conférence internationale sur le développement à la base



### Pour une jeunesse épanouie

Une conférence internationale inédite sur le développement à la base, s'est tenue les 29 et 30 juillet 2021 à Lomé. Les deux thèmes développés lors des travaux étaient : les expériences croisées des politiques de développement à la base : quelle vision, quelles stratégies et quels plans de mise en œuvre ? Les communautés de base face à la Covid-19 : innovations et résilience dans les approches des pays, leçons apprises et perspectives.

« Nous avons réussi par partager, entre pays et partenaires, les modèles de politiques publiques et les pratiques réussies en matière de développement ciblant les communautés à la base, d'une part, les diverses expériences en ce qui concerne la résilience des couches vulnérables face aux impacts de la pandémie du Covid-19 », a expliqué le ministre togolais du Développement à la base, Myriam Dossou-d'Almeida.

« Ces deux jours ont démontré que les options et les choix qui sont faits par le Togo en matière de développement à la base, respectent les normes et ont des impacts directs et efficaces sur les populations ciblées... Nous avons aussi appris des autres. En ce sens, les leçons apprises de cette conférence vont nous permettre de revisiter nos politiques, d'adapter celles qui méritent de l'être et surtout de parfaire ce qui y est déjà bien, en prenant en compte les bonnes pratiques et les bonnes expériences de nos pays frères », a dit Myriam Dossou-d'Almeida.

La conférence a regroupé des personnalités des pays de la sous-région ouest africaine, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Espagne, et d'Indonésie. Le ministre sénégalais du Développement à

la base, Amadou Saar, a salué la politique de coopération entre le président du Togo, Faure Gnassingbé et celui du Sénégal, Macky Sall. « Je ne suis pas surpris de découvrir les prouesses du Togo dans le développement à la base car le pays a une volonté impulsée par son président Faure Gnassingbé, tout comme c'est le cas au Sénégal avec le président Macky Sall qui a également inscrit dans sa vision le développement à la base... Je suis très confiant pour le Togo », a-t-il confié.

« Cette rencontre d'échange revêt d'une importance capitale pour les pays. Aujourd'hui en Afrique de l'ouest, le Sénégal et le Togo sont des exemples qui cherchent à mieux faire et au même moment ils peuvent inspirer d'autres pays. Ce sont donc ces échanges qui permettent de voir ce que l'autre fait qui lui réussit et qu'il faut corriger chez soi », a fait comprendre Mario Pezzini, directeur du centre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La conférence internationale sur le développement à la base est initiée par l'exécutif togolais à travers le ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Elle a été présidée par le Premier ministre togolais, Victoire Tomégah-Dogbé, sur le thème « Les politiques pour les communautés de base : stratégies, approches novatrices et résilience ». Victoire Tomégah-Dogbé a souhaité une telle conférence « tous les deux ans », selon la convenance de toutes les parties prenantes.

**Attipoe Edem Kodjo**



# CHALLENGE TRIPLE 7

## Fêtez les 7 ans de votre Banque

### CONCEPT DE LA CAMPAGNE

- Vous êtes client ou non de la banque, recommandez 7 contacts (parents, amis, partenaires d'affaires, etc...), faites-les ouvrir chacun un compte dans l'une de nos agences et vous êtes l'heureux gagnant.
- Communiquez votre numéro de téléphone à votre filleul en guise de clef de votre parrainage. Rassurez-vous de communiquer un seul numéro de téléphone à tous vos filleuls.

### RECOMPENSES

- 7 recommandations concrétisées donnent droit à un gain en ressources financières d'une valeur de **3x7x1000 XOF soit 21.000 F cfa.**
- Si dans la panoplie des 7 comptes recommandés et créés il y a au moins « deux comptes Epargne Diaspora » ou « deux comptes Wadia », le gain est de **4x7x1000 XOF soit 28.000 F cfa.**
- Votre gain est versé sur votre compte épargne. Si vous n'avez pas encore un compte épargne dans nos livres, il vous sera créé un d'office.



La Banque Autrement  
<https://togo.coris.bank>



**Hypertension artérielle chez les femmes**

**Le risque est plus conséquent pendant certaines périodes**

**Le mardi 17 mai 2022 est la date réservée à la Journée mondiale de l'hypertension artérielle. Cette affection touche 1,3 milliard de personnes dans le monde. Chez les femmes, le risque de développer une hypertension artérielle est plus conséquent, lors de certaines périodes, en fonction de variations hormonales : contraception avec œstrogènes de synthèse, grossesse, ménopause etc...**



**Une séance de prise de tension**

L'hypertension artérielle (HTA) correspond à une augmentation anormale de la pression du sang sur la paroi des artères. Dans la majorité des cas, l'hypertension artérielle est dite « essentielle » : aucune cause connue n'explique son apparition, mais elle est favorisée par des facteurs de risque. Au Togo, 20% des hommes et 10% des femmes souffrent l'hypertension artérielle. Globalement, une femme enceinte a 10 à 15% de risques supplémentaires de développer une hypertension artérielle. À la période de ménopause, ce risque concerne une femme sur deux. Celles-ci sont, par ailleurs, exposées à un risque plus élevé que les hommes d'avoir un

jusqu'à la ménopause. Mais actuellement, avec le changement de mode de vie, le tabagisme, le stress, la sédentarité,



**Consommer des fruits et légumes permet de réduire les risques**

l'obésité, et aussi la prévalence du diabète, l'on assiste à la recrudescence de l'hypertension chez

la prééclampsie (une maladie de la grossesse qui associe une hypertension artérielle et la présence de protéines dans les urines). Finalement la grossesse est allée au-delà de son terme. On a dû provoquer mon accouchement et j'ai failli subir une césarienne», explique Emmanuela.

« Après six mois de grossesse, j'ai perdu mon bébé suite à une césarienne. Par la suite, on m'a expliqué que cela est dû à la prééclampsie. Dès le début de la grossesse, j'avais des problèmes d'hypertension et j'étais surveillée de très près. Dès les premières semaines,



moment-là, il y a des crises violentes qui surviennent. Elle ressent des bouffées de chaleur très intenses surtout pendant la nuit », fait remarquer Léon.

« Au cours du mois de janvier dernier, je devais subir une opération au sein. Lors des tests préopératoires, on a découvert que j'avais une hypertrophie du ventricule gauche. Après l'opération, le gynécologue m'a annoncé que ma tension était montée à 18. Il m'a donc arrangé un rendez-vous chez un cardiologue pour une prise en charge»,

cardiaque.

L'hypertension artérielle est une maladie qui provoque des risques d'infarctus (arrêt cardiaque), d'Accident vasculaire cérébral (AVC), etc... Le traitement est à vie et il faut le respecter. Tant que la tension est maintenue à des niveaux normaux, le patient ne risque rien. Même s'il y a des effets secondaires comme dans le cas de la femme de Léon (maux de ventre), il ne faut pas arrêter le traitement et faire tout pour maintenir un lien très fort avec son

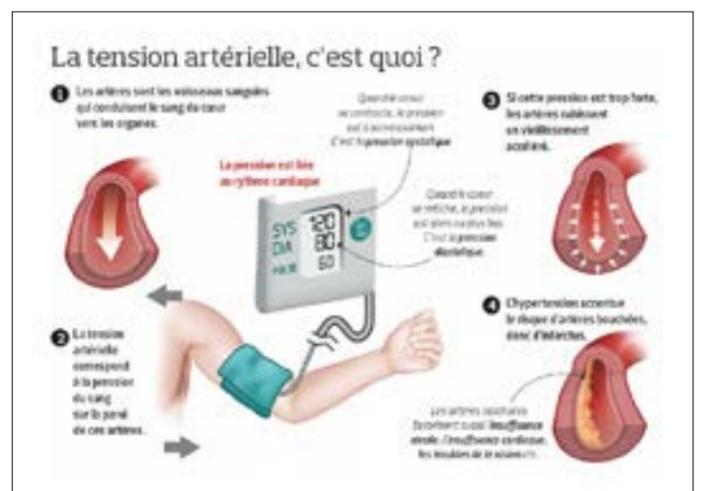


**Le sport permet de réduire les risques de maladie**

accident cardiovasculaire. Selon les spécialistes, il y a des pilules sans œstrogène. Voilà pourquoi il convient d'adopter toute méthode contraceptive sous le contrôle d'un spécialiste. Il faut intensifier les séances de dépistage chez les femmes. « Normalement, on disait que la femme est protégée

la femme », relève la professeure Leila Abid, cardiologue. Les témoignages sont révélateurs. « À trois mois de grossesse, je suis allée à une visite prénatale, et mon gynécologue m'a annoncé que je suis hypertendue. Il m'a mis en garde contre certaines complications comme

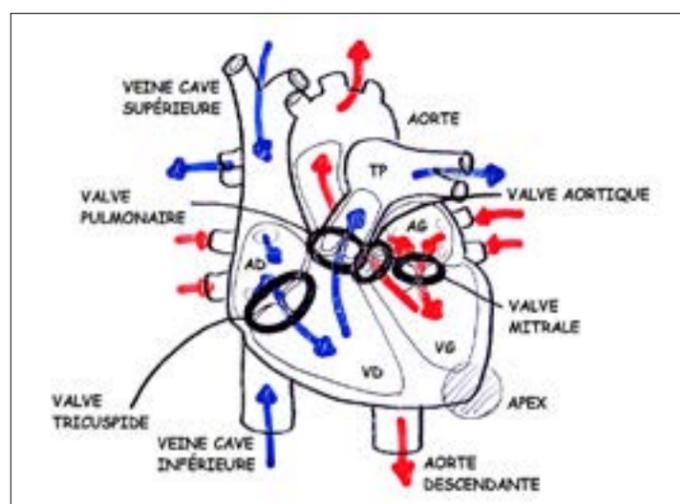
on avait commencé à me prescrire des médicaments. Malheureusement j'ai perdu le bébé. Ma grande sœur et ma demi-sœur ont connu des situations similaires, et l'une d'elle a perdu aussi son bébé », révèle Awa. « Ma femme de 45 ans souffre d'hypertension depuis longtemps, tout comme sa mère. Elle suit un traitement, mais elle doit souvent l'arrêter car elle a



**La déforestation rapproche les virus de plus en plus résistants des humains**

témoigne Esther, jeune femme de 25 ans. Selon les spécialistes, l'HTA peut

entraîner une hypertrophie au niveau du muscle médian. Pour minimiser les risques de contracter cette maladie, il faut avoir une activité physique régulière, parce que la sédentarité est un facteur de risque. Il faut réduire sa consommation de sel et privilégier la consommation des végétaux, donc plus de fruits et légumes. Depuis des années, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise la consommation de cinq différentes portions de fruits et légumes par jour, si l'on veut éviter plusieurs maladies comme l'hypertension artérielle.



**Le cauchemar du Covid-19 est encore vivant dans les esprits**

mal au ventre après la prise des médicaments. En ce

entraîner une hypertrophie au niveau du muscle

## Secteur de la santé

**L'inscription des médecins au tableau de l'ONMT n'est pas facultative**

L'Ordre national des médecins du Togo (ONMT) a organisé le mercredi 18 mai dernier une conférence de presse à Lomé. L'objectif était de présenter aux professionnels des médias, l'importance, la signification et les avantages de l'inscription des médecins exerçant sur le territoire togolais au tableau de l'ONMT.

L'inscription au tableau de l'Ordre constitue la première action qui donne à un médecin une autorisation formelle et légale d'exercice de la médecine sur tout le territoire national et dans l'espace Uemoa. Deux conditions sont nécessaires pour s'inscrire au tableau de l'Ordre : l'obtention d'un diplôme d'Etat Togolais de docteur en médecine ou un diplôme reconnu équivalent et être de nationalité togolaise ou ressortissant d'un pays ayant signé un

accord de réciprocité avec l'Etat Togolais. « Si tous les médecins étaient inscrits, la sortie du tableau permettrait de faire la comparaison entre les normes du Togo et celles prévues par l'OMS et de mesurer le gap à combler en termes de la disponibilité des ressources humaines », a expliqué le professeur Beketi Katanga Anthony, président du Conseil de l'ONMT lors de la conférence de presse.

Selon les premiers responsables de l'ONMT, un médecin qui n'est pas



Professeur Beketi Katanga Anthony

inscrit au tableau de l'Ordre opère dans l'illégalité. Malheureusement, ils sont nombreux, même dans le secteur public, à ne pas être inscrits régulièrement au tableau de l'Ordre, pour plusieurs raisons. Il faut

rappeler que l'inscription est annuelle. L'ONMT appelle les médecins qui ne l'ont pas encore fait à ne pas traîner. Il faut préciser que l'article 200 du Code de la santé prévoit des dispositions pénales contre toute

personne qui exerce illégalement la médecine. L'Ordre national des médecins du Togo est l'organe qui régule la pratique de la fonction de médecin au Togo. Plusieurs missions sont dévolues à l'ONMT. On note entre autres la régulation de l'accès à la pratique de la profession médicale en accord avec la déontologie médicale ; la contribution au développement personnel continu des médecins ; la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale ; la veille sur la discipline professionnelle des médecins.

Edem Dadzie

## Communication

**unir.tg se fait plus beau et plus ergonomique**

Le site internet du parti Union pour la République s'est fait plus beau et attrayant. Plusieurs militants et sympathisants du parti ont découvert la nouvelle version du site.



Plus ergonomique et plus attrayant, la nouvelle version de unir.tg n'a pas changé de ligne éditoriale, mais elle présente un nouvel design architectural et de nouvelles rubriques.

« Après de nombreuses semaines à peaufiner le portail du parti sur la toile, nous avons le grand plaisir de vous présenter le nouveau site internet du parti UNIR, la phase finale de son développement étant suffisamment mature pour la présenter au public. Le site est accessible à l'adresse web suivante : [www.unir.tg](http://www.unir.tg). Le nouveau site présente une interface plus dynamique et conviviale. Sur la version desktop, on y voit

au prime abord, une vidéo du Distingué militant en phase avec son peuple », apprend-on de la Direction de Communication du parti.

« Dans l'angle à gauche, six points blancs permettent d'accéder aux différentes rubriques du site. Il s'agit notamment des rubriques : le parti, actualités, s'engager, nos régions et nos mouvements. Il faut noter que chacune de ces rubriques comportent des sous-rubriques qui permettront à l'internaute de passer un bon moment sur la vitrine du parti. Bien entendu, le site a été bien pensé pour se conformer aux besoins et demandes des militants, à la vision

du Distingué Militant mais aussi d'exposer les actions du parti mais avec la possibilité également d'interagir avec les militants et les internautes. En l'occurrence, toutes les activités relatives à la vie du parti. Aussi ceux qui souhaitent collecter plus d'informations sur le parti, trouveront toute l'information nécessaire sur le site », apprend-on également.

Parti au Pouvoir, Unir a été créé le 12 avril 2012 par le chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé. Le 14 avril 2022, le parti a célébré ses 10 ans à Atakpamé, la ville qui l'a vu naître.

La rédaction

## Terrorisme

**La Haac invite les médias à intensifier le relais des messages de paix**

La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) a publié un communiqué hier pour condamner l'attaque terroriste de Kpékpakandi, féliciter les médias pour leur mobilisation générale contre ce fléau, et les exhorter au professionnalisme.



Pitalounani Telou

Dans le communiqué signé par Pitalounani Télou, son président, l'institution félicite les professionnels des médias pour leur union sacrée en faveur de la défense de la patrie. La Haac invite les médias à intensifier le relais des messages de paix et de cohésion nationale lancés par le gouvernement et toutes les forces politiques, sociales et culturelles pour une collaboration sans limites de la population avec les forces armées.

« La Haac invite les médias à faire preuve de professionnalisme, en évitant de créer des amalgames entre la lutte contre le terrorisme et l'exploitation des malheureux événements de Kpékpakandi à des fins politiques et en relayant des propos diffamatoires contre les Forces de défense et de sécurité. Face au drame créé par l'attaque du 10 mai, tous les médias doivent veiller, dans leurs propos et commentaires, au respect des dispositions du Code de la presse et de la communication et du Code de déontologie des journalistes en ce qui concerne l'apologie des crimes de guerre, de la sédition ou du terrorisme (art 8), les impératifs de la défense nationale et de la sécurité (art 9), l'atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale (art 42) », précise le communiqué.

« La Haac rappelle que toute publication ou diffusion de fausses informations, d'informations non vérifiées ou tout appel des forces armées et des forces de l'ordre à se détourner de leur devoir envers la patrie, est passible de sanctions prévues par le Code de la presse et de la communication », ajoute le communiqué.



Souscris à ton Forfait Net  
et tente de gagner

**1.000.000F**  
et plein d'autres cadeaux!

**NET  
GAGNANT**

**\*909\*2#**

**4G+**

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage  
Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022

**Avancer. Pour vous. Pour tous.** [togocom.tg](http://togocom.tg)   



**Togocom**